

Le VIH n'a pas disparu.
La campagne du 1er décembre ne doit pas disparaître non plus.

Paris, le 22 septembre 2026

Madame la ministre de la Santé,

Monsieur le directeur général de Santé publique France

Nous, actrices et acteurs de la lutte contre le sida et de la santé sexuelle, vous demandons de revenir sur la décision d'annuler en 2026 la campagne nationale annuelle de prévention du VIH autour du 1er décembre.

Chaque année, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, Santé publique France déploie une campagne nationale consacrée au VIH. Ce rendez-vous permet de rendre visibles auprès du plus grand nombre les outils de la prévention combinée et du dépistage. Cette campagne n'est pas une simple opération de communication. Elle constitue un outil de santé publique. Elle permet de remettre le VIH dans l'espace public, de diffuser une information fiable, de lutter contre les idées reçues et la stigmatisation, et de faire connaître les dispositifs de prévention et de dépistage à des personnes qui sont éloignées du soin.

Pourtant, faute de financement, en 2026, cette campagne n'aura pas lieu. Alors que la France s'est fixé l'objectif d'éliminer la transmission du VIH à l'horizon 2030 dans le cadre de sa Stratégie nationale de santé sexuelle 2017-2030, et que la troisième et dernière feuille de route, pour la période 2026-2030, vient de paraître, comment l'État peut-il supprimer l'un des principaux rendez-vous nationaux consacrés à la prévention du VIH ?

Car le VIH n'a pas disparu. En 2024, environ 5 100 personnes ont découvert leur séropositivité en France. 43 % de ces découvertes sont intervenues à un stade tardif. Environ 3 400 contaminations ont eu lieu cette année-là, un niveau qui ne diminue plus depuis 2023, et Santé publique France estime qu'environ 9 700 personnes vivaient avec le VIH sans avoir été diagnostiquées fin 2024.

Ces chiffres montrent que l'épidémie reste une réalité et que les efforts de prévention et de dépistage doivent être poursuivis. La France dispose aujourd'hui d'outils de prévention particulièrement efficaces. Mais leur existence ne suffit pas. Encore faut-il qu'ils soient connus, compris et accessibles. Il faut continuer à informer, à favoriser le dépistage, à lutter contre la stigmatisation et à aller vers les personnes les plus exposées, en particulier les plus éloignées du système de santé. Cet enjeu concerne aussi les nouvelles générations : entre 2014 et 2023, les découvertes de séropositivité ont augmenté de 41 % chez les 15-24 ans.

Les possibilités de prévention continuent par ailleurs d'évoluer. En 2026, la PrEP injectable à longue durée d'action est devenue disponible en France et prise en charge par l'Assurance maladie. Cette avancée ouvre une nouvelle possibilité de prévention pour les personnes susceptibles d'en bénéficier. Mais son impact en santé publique dépendra toutefois de la capacité à la faire connaître, à en expliquer les modalités et à garantir son accès.

La France dispose des connaissances, des traitements et des outils de prévention nécessaires pour atteindre son objectif d'élimination de la transmission du VIH. Elle doit désormais se donner les moyens de les faire connaître et de les rendre accessible à tous, à travers une politique de prévention régulière, visible et adaptée aux différents publics.

C'est précisément dans ce contexte que l'annulation de la campagne nationale du 1er décembre interroge.

Alors que de nouveaux outils de prévention deviennent disponibles, que des inégalités se creusent et que certains publics restent particulièrement exposés, réduire les occasions d'informer la population entre en contradiction avec l'appel lancé en novembre 2025 par le Conseil national du sida et des hépatites virales, qui demandait une « remobilisation » des pouvoirs publics pour tenir son objectif d'élimination du VIH à l'horizon 2030, ainsi qu'avec l'engagement récent de la ministre de l'Egalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations, dans la mise en œuvre d'un plan national de lutte contre la sérophobie qui est l'un des obstacles au recours au dépistage.

Supprimer une campagne aussi importante que celle du 1er décembre envoie un signal particulièrement inquiétant sur le niveau réel d'engagement de l'État dans la lutte contre le VIH. Il serait regrettable que la France emboîte le pas à l'administration américaine, qui a, en 2025, supprimé tout financement public à ce temps fort consacré à cette journée de mobilisation et de prévention contre le VIH.

Tant que des personnes sont contaminées, que des diagnostics sont encore réalisés tardivement et que des inégalités persistent face à la prévention et au dépistage, une mobilisation sur le VIH reste nécessaire et nécessite de maintenir une politique de prévention ambitieuse et de lui donner les moyens et la visibilité nécessaires.

Nous vous demandons donc, madame la ministre de la Santé et monsieur le directeur général, de rétablir dès 2026 une campagne nationale de prévention du VIH autour du 1er décembre et d'inscrire ce rendez-vous dans la durée, avec une visibilité nationale à la hauteur de l'enjeu, une information adaptée aux différents publics et la participation pleine et entière des personnes vivant avec le VIH et actrices et acteurs de la lutte contre le VIH à sa conception et à son évaluation.

Si la France veut en finir avec le sida, elle ne peut pas renoncer à informer, prévenir et dépister.

Le VIH n'a pas disparu. La campagne du 1er décembre ne doit pas disparaître non plus.

Le Collectif des 10 choix politiques pour en finir avec le sida



Le Collectif des 10 choix politiques pour en finir avec le sida agit sur les mesures juridiques et/ou politiques systémiques qui peuvent grever ou au contraire faire progresser l'objectif 0 de la Stratégie Nationale de Santé Sexuelle : 0 nouvelle contamination au VIH, 0 nouveau cas de sida, 0 discrimination d'ici 2030.

Il est composé de :

Associations :

- A.C Sida
- ACCEPTESS-T
- Act Up Paris
- Act Up Sud-Ouest
- Action Sida Martinique
- Actions Traitements
- Afrique Avenir
- AGRRR
- AIDES
- Aiutu Corsu
- ALS
- ARAMEDIA
- ARAVIH
- Arcat
- Autres Regards
- Bamesso et ses Amis
- Basiliade
- Cabiria
- Centre LGBTQIA+ Côte d'Azur
- Centre LGBT+ d'Orléans
- Checkpoint
- Chrétiens et Sexualité
- Collectif TRT-5 CHV
- Comede
- Comité des familles
- CRIPS SUD
- DA TI SENI
- Dessine-moi un mouton
- Diagonale Ile-de-France
- Elus Locaux Contre le Sida
- ENIPSE
- Entr'AIDES Guyane
- Envie Montpellier
- Espoir
- GAGL45
- Grisélidis
- Groupe SOS Solidarités
- HF Prévention Santé
- IDsanté
- Ikambéré
- La CASE
- Le MAS
- Les Actupiennes
- Les Petits Bonheurs
- Les Pétroleuses
- Médecins du Monde
- Nariké M'sada
- Nouvelle Aube
- Objectif sida zéro : Nice et les Alpes-Maritimes s'engagent
- Observatoire international des prisons - section française
- Paloma
- PASTT
- PROJETS M
- Prométhée
- Relais VIH
- Réseau Santé Marseille Sud
- Rive
- SAFE
- Sid'Accueil
- Sida Info Service
- Sidaction
- Solidarité enfants sida
- Tan Pou Santé
- Tempo
- Vers Marseille Sans Sida et Sans Hépatites
- VIVRE

CoReSS – Comités de Coordination Régionale de Santé Sexuelle :

- CoReSS Arc Alpin
- CoReSS Auvergne Loire
- CoReSS Bretagne
- CoReSS Centre-Val de Loire
- CoReSS des Pays de la Loire
- CoReSS Grand Est
- CoReSS Guadeloupe - Saint Martin - Saint Barthélemy
- CoReSS Guyane
- CoReSS Ile de France Est
- CoReSS Ile de France Nord-Ouest
- CoReSS Ile de France Sud
- CoReSS La Réunion
- CoReSS Lyon Vallée du Rhône
- CoReSS Mayotte
- CoReSS Normandie
- CoReSS Nouvelle-Aquitaine
- CoReSS Occitanie
- CoReSS Provence-Alpes-Côte d'Azur

Centre de santé, de santé sexuelle ou médico-sociale :

- Centre Ressource IntimAgor Normandie
- CSS Quimper
- Le Village 2 santé
- POPPY

Sociétés savantes et réseaux professionnels :

- Fédération Addiction
- Société Française de Lutte contre le Sida